

Quand la chanson passe à table

Dominique Denis

Number 127, Summer 2005

Musique et chanson : quêtes et débats

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/41306ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Denis, D. (2005). Quand la chanson passe à table. *Liaison*, (127), 7–10.

Quand la chanson passe à table

Table ronde animée par Dominique DENIS

L'IDÉE N'AVAIT RIEN de particulièrement original, mais semblait se prêter à merveille à notre dossier sur la chanson en Ontario français : donner la parole aux intervenants de ce milieu en pleine effervescence, en les rassemblant autour d'une table ronde (pentagonale, en fait, celle du studio 521 de CJBC, à Toronto), question de créer les conditions propices à un débat, voire à une fugue à quatre voix !

Représentant les artistes : Philippe Flahaut. Français établi à Toronto et récipiendaire du Trille Or de l'auteur-compositeur de l'année en 2003, il a deux CD à son CV, qui balisent un espace entre le blues et la chanson. À sa façon, Flahaut incarne la pluralité d'origines et de styles, caractéristique de la scène franco-ontarienne d'aujourd'hui.

Sophie Bernier, pour sa part, intervenait au nom des diffuseurs. Coordinatrice culturelle au Centre francophone de Toronto, elle est responsable, entre autres projets, de la programmation de l'édition torontoise du Coup de cœur francophone, et connaît bien les obstacles qui se dressent souvent entre les artistes franco-ontariens et le public ciblé.

Éric Dubeau jouit d'une cote d'estime considérable au sein de la communauté des artistes franco-ontariens. Toutefois, le musicien originaire de Penetanguishene représentait cette fois les bailleurs de fonds, ayant accepté en 2003 le poste de responsable des arts franco-ontariens au Conseil des arts de l'Ontario, mettant sa carrière en veilleuse pour servir ses homologues de toutes disciplines.

Comme porte-parole des médias, enfin, Alain Dorion était le choix idéal. Ancien directeur de CBON à Sudbury, où il a assuré le rayonnement de la chanson franco-ontarienne sur les ondes tout en offrant un appui concret à une foule d'artistes en émergence, Dorion assume aujourd'hui la direction de CJBC (Toronto) et CBEF (Windsor).



DD : Lors du premier Gala des Trilles Or, en 2001, mon collègue Stéphane Gauthier de CBON s'était vu poser la question : « Aimes-tu *vraiment* la chanson franco-ontarienne ? », comme s'il eût été étonnant – voire suspect – qu'il réponde par l'affirmative. Avez-vous l'impression que la chanson franco-ontarienne est injustement mal aimée ?

AD : Au début des années 80, cet énoncé-là était vrai. La francophonie ontarienne venait à peine de se donner des ailes ; ça se limitait à Cano et à Robert Paquette, mais on sentait que leur influence avait fait des petits : les jeunes au secondaire et dans les universités commençaient à s'intéresser à la chanson d'ici.

ED : Je n'ai jamais vu une situation où quelqu'un n'a pas apprécié la performance d'un artiste franco-ontarien. Par contre, j'ai souvent constaté qu'il y avait peu de fréquentation aux événements franco-ontariens. Alors j'aurais tendance à dire que la chanson n'est pas tant mal aimée que méconnue. C'est moins vrai qu'il y a une dizaine d'années, mais le problème est encore omniprésent.

SB : Je suis d'accord. Quand les gens viennent aux spectacles, ils sont ravis de découvrir des talents, mais c'est de les amener dans la salle qui est difficile. Il y a des préjugés vis-à-vis de nos artistes et de la qualité du travail qui se fait ici. Il reste encore beaucoup à faire pour donner aux gens le goût de découvrir la chanson franco-ontarienne.

DD : Surtout quand elle est en concurrence avec une foule d'autres produits culturels, non ?

SB : C'est un immense défi de se battre contre tout ce qui est offert à Toronto. Quand on présente un spectacle, il y a au moins une dizaine d'autres choses qui sont aussi intéressantes. Ici, les gens vont voir des choses qui sortent de l'ordinaire. Même les francophiles, c'est difficile d'aller les chercher, comme s'il y avait une barrière qu'on n'arrive pas à franchir. Souvent, les gens associent les spectacles en français à une cause. Mais ce n'est pas un énoncé politique : on leur offre un bon spectacle, on ne leur demande pas d'appuyer une cause !

PF : Avec Rencontres en chansons (qui a lieu chaque mois au Club Tranzac, au centre-ville de Toronto), on a une salle remplie de francophones ! Il y a six mois, je n'aurais pas cru ça possible. Avant, on jouait dans l'est ou l'ouest de la ville, devant deux ou trois personnes...

SB : Je pense qu'une des bonnes choses des Rencontres en chansons, c'est de donner l'habitude d'un rendez-vous le premier vendredi du mois, au même endroit. Il y a très peu de centres culturels en Ontario français qui ont leur propre salle. Nous-mêmes, on doit louer une salle chaque fois qu'on présente un spectacle ; c'est un

obstacle supplémentaire. Quand on n'est jamais dans le même lieu, c'est difficile de fidéliser le public.

AD : J'aimerais jeter un autre caillou dans la mare : j'ai rencontré beaucoup d'artistes qui avaient du talent, mais qui se brûlaient à la tâche parce qu'ils n'avaient pas de gérance. Dans les années 90, les frères Lamoureux (de Brasse-Camarade) avaient réussi à faire une tournée de 60 spectacles, mais ils avaient dû tout négocier eux-mêmes. Ils faisaient la route, et quand ils arrivaient, ils devaient monter leur équipement et le démonter après le spectacle. Et en quelque part entre minuit et trois heures du matin, ils devaient se trouver du temps pour écrire, composer et dormir !

SB : Mais l'industrie de la musique franco-ontarienne se professionnalise, lentement mais sûrement. Il y a des réseaux qui se développent, des outils qui sont offerts aux artistes.

AD : Mais ce sont les artistes eux-mêmes qui se sont donné ces outils-là ! Au départ, l'APCM (l'Association des professionnels de la chanson et de la musique), c'était une dizaine d'artistes qui se sont dit : « On a besoin d'un semblant de maison de distribution et d'une force de masse pour faire du *lobbying* auprès des bailleurs de fonds. »

DD : Justement, un artiste franco-ontarien est-il obligé de se soumettre à la loi du « *Small is beautiful* » plutôt que d'adhérer à la philosophie du « *Think big* » ? Bref, doit-il se résigner à faire carrière à temps partiel ?

AD : En Ontario français, c'est impossible de vivre uniquement de son art sans devoir occuper un autre emploi. Si quelqu'un a du talent, il se

trouve un gérant pour essayer de rentrer à Montréal, mais c'est déjà congestionné là-bas.

ED : On pourrait nommer un certain nombre d'artistes qui vivent de leur art, mais ils ne correspondent pas à l'image américaine que les gens se font de l'artiste. Ils ne vivent pas uniquement de spectacles et de la vente de leurs albums. Je pense à Marie-Monique Jean-Gilles, ici à Toronto, qui n'est pas exclusivement une artiste de la scène, mais qui vit en faisant une trentaine de semaines d'ateliers dans les écoles, ou à quelqu'un comme Jean-Guy « Chuck » Labelle, qui vit de son art depuis 20 ans, en faisant une quarantaine de spectacles par année, qui fait de la technique, et qui assume ses choix.

AD : Oui, mais Chuck Labelle a perdu sa chemise trois fois !

ED : C'est sûr qu'il n'est pas multimillionnaire, mais, en quelque part, il arrive à se débrouiller.

DD : Dans ce sens, l'artiste franco-ontarien doit-il forcément se dédoubler, devenir éducateur ou animateur ?

ED : Un artiste, ce n'est pas uniquement une vedette. Un artiste qui choisit de vivre de son art et assume ce choix, tant au niveau financier que du style de vie et de la réalité du travail, peut se dire : « Moi, je choisis de faire une trentaine de spectacles par année et une dizaine de semaines d'ateliers en milieu scolaire, où je suis artiste à 100 %, mais où je partage mon art d'une façon non stéréotypée ». Et ces artistes peuvent avoir un impact immense sur leur communauté.

DD : Est-on en train de passer à une scène culturelle, caractérisée par sa pluralité ?

AD : On parle de plus en plus d'une francophonie sans frontières. C'est ce que je découvre à Toronto, et qui me laisse croire que l'arrivée de gens d'ailleurs – Philippe en est un exemple – crée un autre type de société. Ça va peut-être mener à un plus grand *bilin-guisme* dans la population, à l'éclosion d'une francophonie plus diversifiée, mais je pense que c'est ça qui va donner un public à la chanson francophone.

ED : L'art de qualité transcende les limites de la langue. Et ce phénomène de transcendance linguistique est en train de devenir plus global et va probablement changer le visage de l'Ontario français au cours des prochaines années. La francophonie ontarienne est plurielle et complexe, tant au niveau culturel que géographique : la réalité d'un francophone à Hearst ou à Chapleau est différente de la nôtre à Toronto, ou de celle de quelqu'un d'Ottawa. On est probablement une des communautés francophones les plus diversifiées, ce qui apporte un élément unique à la réalité de la mise en marché et du développement de l'auditoire.

AD : J'ai travaillé avec des jeunes qui disaient : « On ne fait pas de la musique en français, on fait de la musique. »



« Est-ce que l'identité franco-ontarienne serait devenue un carcan pour les artistes ? »

DD : Parlons-en justement de vivre sans tenir un drapeau, pour emprunter les mots de Michel Rivard. De nos jours, la « consommation solidaire » est-elle logique et même souhaitable ? Est-il réaliste de dire aux gens : « Mange du Franco-Ontarien, c'est bon pour toi » ?

AD : Au Québec, le *star system* a été construit sur le nationalisme ! Le modèle québécois est le seul qu'on connaît.

DD : Mais le message passe-t-il auprès des jeunes de 13-14 ans ?

AD : Je ne pense pas. Depuis les années 90, les jeunes du secondaire sont complètement à côté de ça. Ils aiment ou n'aiment pas. S'ils prennent des francophones, c'est parce que ça leur dit quelque chose. Ils vont écouter autre chose pour les mêmes raisons, et ils vont essayer de devenir ce qu'ils sont à partir de toutes ces influences-là.

ED : Ce sont des consommateurs sophistiqués et éclatés.

SB : On voit beaucoup de jeunes à Contact ontariois qui sont venus avec les conseils scolaires pour aider à choisir la programmation. Ils sont très enthousiastes et on voit tout de suite s'ils aiment ou non. Et de leur dire qu'ils devraient encourager quelqu'un parce qu'il est Franco-Ontarien, ils n'en ont rien à faire.

DD : Miriam Cusson, qui travaille dans le domaine du théâtre à Sudbury, affirmait récemment : « Je ne veux pas me dire Franco-Ontarienne parce que je trouve que ça me limite ». Est-ce que l'identité franco-ontarienne serait devenue un carcan pour les artistes ?

AD : En quelque part, ça peut être une enclume. De vouloir capitaliser uniquement sur l'identité, ça peut te donner des œillères, ça limite ta vision et ton potentiel. J'ai de moins en moins de sympathie pour ce qu'on appelle « la cause ».

PF : On est Franco-Ontarien parce qu'on vit ici, mais en même temps, est-ce qu'un artiste d'Ottawa est différent d'un artiste vivant à Gatineau ? Je ne le pense pas.

AD : Si les racines sont des références qui te rejoignent en quelque part et te permettent d'écrire ou de composer, d'accord. Ça, c'est la base pour n'importe qui. Un Africain arrive ici avec ses racines, mais il ne faut pas que ça l'empêche d'aller ailleurs avec son art.

DD : Stéphane Gauthier affirmait que pour la critique en milieu minoritaire, « l'engagement calculé a sa place à côté de l'objectivité ». C'est comme ça que vous voyez ce rôle ?

AD : Toute critique qui n'apporte rien à celui qui la reçoit ou qui l'entend, ne vaut pas grand-chose. Un critique doit arriver à dire ce qu'il veut du point de vue critique, mais aussi donner des pistes de solu-



« [...] l'industrie de la musique franco-ontarienne se professionnalise, lentement mais sûrement. Il y a des réseaux qui se développent, des outils qui sont offerts aux artistes »

tion pour encourager l'artiste et lui permettre de s'améliorer. Dans un milieu comme le nôtre, la critique est absolument nécessaire ; sans ça, on se flatte dans le sens du poil. À une autre époque, il ne fallait même pas oser dire qu'on n'avait pas aimé une pièce de théâtre, par exemple, mais il y a eu énormément d'évolution à ce niveau-là.

PF : La critique, c'est toujours utile, mais elle doit être réelle. Si on te met du beurre sur ta tartine, le jour où tu vas aller jouer ailleurs, tu vas te dire : « Ben, on m'avait dit que c'était super ce que je faisais, et maintenant, les gens s'en vont quand je joue » (rires).

DD : Alain Dorion, lorsque vous étiez à la direction de CBON, à Sudbury, vous avez imposé des quotas de musique franco-ontarienne. Comment l'initiative a-t-elle été perçue ?

AD : Au début des années 80, il y avait une certaine réticence par rapport à cette musique-là. On ne la prenait pas au sérieux. À CBON, on faisait tout un travail pour produire des enregistrements, et ça dormait sur

les tablettes. Je trouvais ça aberrant. Quand je suis arrivé à la direction, j'ai dit : « C'est du contenu canadien et je vous demande d'en passer. Ne me forcez pas à imposer des quotas. » Ils ont ri, mais deux ans plus tard, j'ai dû imposer le quota : 10 % du contenu canadien sera franco-ontarien. Au début, il y a eu une montée de lait, mais 10 %, ça représentait environ six chansons en cinq jours, pour l'émission du matin. Et grâce à ça, il s'est créé un engouement dans les écoles. Et les artistes franco-ontariens savaient que quand ils allaient dans le Nord, les gens les reconnaissaient.

DD : Et à CJBC Toronto, en 2005, les quotas sont-ils encore nécessaires ?

AD : Je pense que ce n'est plus nécessaire d'imposer des quotas. On fait jouer cette musique-là, et les radios communautaires sont aussi très branchées. Enfin, il faut dire qu'il y a plus de musique qu'avant, plus de variété, et que la qualité s'améliore.

DD : Le Gala des Trilles Or, on en convient, est une vitrine médiatique, pas une consécration. Quelle est la valeur réelle d'un Trille Or pour un artiste ?

PF : J'sais pas... C'est pas en or, en passant. C'est du bronze. C'est plus lourd ! (rires).

Pour moi, c'est une reconnaissance des gens de l'industrie en Ontario. Mais une fois que tu l'as, ça ne change pas grand-chose. Le lendemain, il faut quand même aller se battre pour trouver des contrats. Mais c'est le seul moment où tous les artistes se retrouvent dans la même salle, où l'on montre qu'il y a une solidarité entre les artistes, et ça, c'est important.

DD : En conclusion, je demanderais à chacun de formuler un souhait...

SB : Ça va prendre des gérants et des structures autour des artistes, plus qu'il y en a maintenant. Pour les artistes et les diffuseurs, ça faciliterait énormément les choses.

PF : S'il y avait plus de trucs comme Rencontres en chansons à travers la province, peut-être que les artistes qui n'ont pas de gérance ni de maison de disques pourraient tourner un peu plus. Plus on nous voit, plus on arrive à avoir d'autres spectacles, plus on devient professionnel.

ED : Un objectif essentiel, c'est que chaque artiste reçoive une compensation qui est digne de son art et de son apport à la communauté. Le deuxième souhait, c'est que l'évolution artistique du milieu de la chanson franco-ontarienne se poursuive. Mais le souhait fon-

damental, c'est que la prochaine génération puisse aller encore plus loin. Et je pense qu'elle est bien partie.

AD : Il faut se créer un réseau de scènes. Ça prend des scènes pour monter sur scène et pour développer le goût de l'auditoire à sortir voir des spectacles. Dans le Nord, il y avait un spectacle par année, c'était la Nuit sur l'étang. On se ramassait quinze cents pour aller voir ça et on s'amusait pendant six heures. En bout de ligne, ça va prendre des gens d'affaires qui vont y croire.

DD : En guise de post-scriptum, je me permets d'y aller de mon propre souhait : qu'il y ait davantage de collaboration entre artistes, du genre qu'on a vu au récent Gala des Trilles Or. Puisque cette communauté existe encore en marge des lois de l'offre et de la demande, pourquoi ne pas en profiter et faire de la scène musicale franco-ontarienne un véritable laboratoire de création ? Après tout, l'originalité et l'audace ne sont-elles pas les meilleures cartes de visite que des artistes puissent se donner ? ■

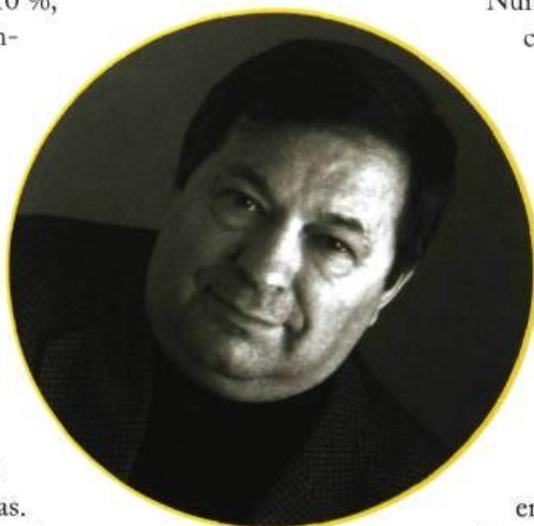


Illustration (avec concert Trilles Or) pour L'Express de Toronto, CJBC et Panorama (TFO)

